

## BONNES FEUILLES

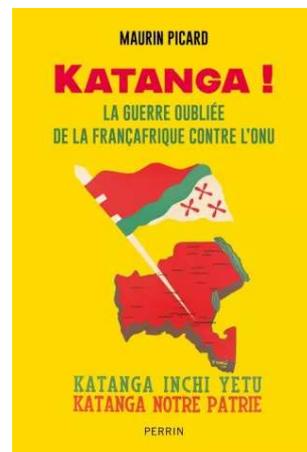
# Au Katanga, les manigances oubliées de la Françafrique

Dans sa nouvelle enquête, le journaliste Maurin Picard s'intéresse à un épisode oublié de l'histoire de la Françafrique : le soutien apporté par le régime gaulliste à la sécession katangaise, dans l'ex-Congo belge, en 1961. Il dévoile comment la France a appuyé cette rébellion dans le but d'étendre son « pré carré », et pourquoi cette ingérence s'est soldée par un échec.

> RÉMI CARAYOL > MAURIN PICARD > 17 JUIN 2024

VOILÀ PLUSIEURS ANNÉES QUE LE JOURNALISTE Maurin Picard traque les zones d'ombre de l'histoire de l'ex-Congo belge, notamment de la période trouble de sa décolonisation. Après avoir publié en 2019 une enquête sur la [mort toujours inexplicquée de « Monsieur H »](#), le secrétaire général des Nations unies Dag Hammarskjöld, dans le crash de son avion en Rhodésie du Nord (*Ils ont tué Monsieur H. Congo, 1961. Le complot des mercenaires français contre l'ONU*, Seuil), il propose chez Perrin une nouvelle plongée dans l'histoire, cette fois, de l'aventure sécessionniste du Katanga : *Katanga ! La guerre oubliée de la Françafrique contre l'ONU*. Une affaire « nimbée de brume et de mystères », écrit-il d'emblée, peu connue en France, et très peu étudiée, alors qu'elle s'inscrit pleinement dans l'interminable histoire de la Françafrique.

Maurin Picard, *Katanga ! La guerre oubliée de la Françafrique contre l'ONU*, Perrin, en vente depuis le 13 juin 2024, 400 pages, 24 euros.



Qui sait que la France de Charles de Gaulle a tenté de profiter de la sécession menée par Moïse Tshombé au Katanga, en 1960, pour bouter l'ancien « maître », la Belgique, hors de cette zone convoitée pour ses richesses naturelles ? Qui connaît les noms de ces quelque militaires en mission commandée, des anciens de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) pour la plupart, qui ont été recrutés sur place pour servir le régime rebelle, avec l'assentiment discret de Paris : Roger Trinquier, Roger Faulques, etc. ? Cet épisode oublié de la guerre froide, qui n'a dû sa notoriété qu'à la mort brutale de Dag Hammarskjöld, a eu pourtant une incidence majeure dans la marche du Congo tout juste libéré du joug colonial.

## UN PUZZLE INCOMPLET

Rappel des faits : le 30 juin 1960, le Congo belge devient indépendant. Joseph Kasavubu en est le président, Patrice Lumumba le Premier ministre. Moins de deux semaines plus tard, le 11 juillet, Moïse Tshombé proclame l'indépendance de l'État du Katanga avec l'aide de quelques colons belges. Les autorités sécessionnistes créent leur monnaie et leur police, et recrutent des mercenaires blancs pour encadrer leur modeste armée. C'est la guerre froide, le Katanga joue à fond la carte de l'anticommunisme et séduit des [défenseurs de l'Empire](#).

Très vite, l'ONU déploie ses Casques bleus et envisage une intervention militaire. C'est à ce moment que la France intervient. « Une poignée d'ex-officiers débarqués d'Algérie, quadras aguerris lors de la Seconde Guerre mondiale et en Indochine, répondant à d'obscur instructions », indique Maurin Picard. Ce ne sont pas des « affreux » ou des « chiens de guerre », affirme-t-il. « Experts de la guerre irrégulière, ils étaient en mission commandée, à quelques exceptions près, et appliquaient la politique d'aide clandestine apportée par la France au Katanga séparatiste. » Ils étaient en lien aussi avec les régimes racistes d'Afrique australe, l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Nord. Mais l'aventure vire à la catastrophe. Tandis que l'ONU veille et fait enrager les gaullistes, Paris ne peut pas assumer, et ses hommes sur place se trouvent pris en étau.

Avec une grande minutie, le journaliste, qui a épluché des milliers de pages d'archives (en France, en Belgique et aux Etats-Unis) pendant six ans, fait pénétrer le lecteur dans le secret de cette énième déstabilisation française en terre africaine – il y en eut beaucoup avant, il y en aura beaucoup après. Il démontre comment les gaullistes ont sauté sur l'opportunité pour tenter d'étendre leur « pré carré », en secret, et comment ils ont utilisé des partisans de l'Algérie française en les envoyant à l'autre bout du continent, à Lubumbashi.

L'auteur l'admet, il manque encore de nombreuses pièces au puzzle katangais : « L'essentiel du drame s'est joué en coulisses, souvent sans la moindre trace écrite. Les protagonistes ont délivré leurs instructions par téléphone, celles annotées noir sur blanc ont fait l'objet d'une destruction quasi systématique. » Mais avec ce livre, il dévoile un pan de l'histoire de France qui était jusqu'alors inconnu.

Ci-dessous, *Afrique XXI* publie **l'intégralité du chapitre 3 intitulé « Roger Trinquier entre en piste »**, qui donne à voir le moment crucial où Paris a fait le choix d'appuyer la sécession katangaise. (Les intertitres sont de la rédaction.)

-----

## UNE BELLE OPPORTUNITÉ

Un homme se morfond à Nice, sur la Côte d'Azur. En ce début 1961, le colonel Roger Trinquier tient garnison depuis l'automne précédent après avoir été relevé de son commandement dans le Constantinois, en Algérie. Âgé de 52 ans, cheveux gris taillés en brosse, cet officier parachutiste est un spécialiste reconnu de la guerre irrégulière, ayant dirigé les Groupements de commandos mixtes aéroportés (GCMA), bras armé des services secrets français durant la guerre d'Indochine. Lors de la bataille d'Alger, sous les ordres du général Massu, en 1957, il a inventé avec le capitaine Paul-Alain Léger le « dispositif de protection urbaine »<sup>1</sup> qui a permis de déloger les rebelles de la casbah, puis a publié un ouvrage remarqué sur la lutte contre-insurrectionnelle<sup>2</sup>.

Malgré ses convictions en faveur de l'Algérie française, il se tient à distance des troubles en Afrique du Nord, mais bouillonne intérieurement, conscient d'avoir été relégué en province comme d'autres officiers jugés peu sûrs. Or, voici que lui parvient une lettre agrémentée d'une offre inattendue : « *L'État katangais cherche à recruter un officier supérieur pour prendre le commandement de la gendarmerie [ainsi qu']une centaine d'officiers et de sous-officiers français et allemands si possible* », précise la missive, datée du 5 janvier 1961, et signée d'un certain Georges Thyssens. Greffier en retraite, ce colon belge a été le secrétaire de la section katangaise de l'Union pour la colonisation (Ucol), s'affirmant comme un fougueux supporter de la sécession du Katanga dès les premiers troubles au Congo et parvenant à s'imposer comme « conseiller indépendant » du président Moïse Tshombé.

« *Adroit, ambitieux* »<sup>3</sup>, selon le diplomate français Robert Massé, Georges Thyssens reproche au gouvernement belge sa pusillanimité dans la lutte anticommuniste en Afrique, face aux visées de Moscou sur les ex-colonies européennes nouvellement indépendantes, et admire les officiers français au pedigree guerrier irréprochable. Proche des deux « durs » du régime katangais, le ministre des Finances Jean-Baptiste Kibwé et celui de l'Intérieur, Godefroid Munongo<sup>4</sup>, il rêve d'évincer les conseillers militaires belges bien trop modérés du président Tshombé, tels que Guy Weber et Frédéric Vandewalle.

Le 22 septembre 1960, il s'est même rendu en France et en Belgique pour recruter des volontaires, sans succès. « *L'homme est un intrigant, un obstiné peu enclin aux compromis, un visionnaire obtus masquant ses ambitions personnelles* », résume l'historien belge Romain Pasteger<sup>5</sup>. Durant son séjour à Paris, Thyssens a néanmoins rencontré des parlementaires français, ainsi que Jacques Sidos, activiste du mouvement d'extrême droite Jeune Nation<sup>6</sup> et un certain Jean Bovagnet de Poncins, qui se prétend officier. Ce sont ces deux hommes qui lui auraient glissé le nom de Trinquier pour défendre efficacement le Katanga et rejeter toute conciliation avec Léopoldville.

## L'INSTRUMENT D'UN COMLOT

Thyssens propose au colonel français de prendre la tête de la gendarmerie katangaise et de s'entourer des hommes de son choix. Peut-être souhaite-t-il aller plus loin encore : d'après Robert Massé, Thyssens estime que Tshombé « *devrait un*

jour céder sa place à un homme possédant davantage de personnalité et d'autorité » et formerait le projet de le remplacer par Jean-Baptiste Kibwé à la faveur d'un coup d'État. Pour le diplomate français commentant l'opération de recrutement : « Il est à peu près certain que le colonel Trinquier ignorait tout de ce projet de complot dont il aurait été, sans s'en rendre compte, l'instrument le plus efficace. »

Flatté, Trinquier reste prudent. Il ne sait rien de ce Georges Thyssens, ni de l'ex-Congo belge, et encore moins des subtilités de la scène politique dans la « province du cuivre ». Mais il a 52 ans et l'inaction lui pèse, tout autant que l'évolution du conflit en Algérie. Comme le raconte Massu dans ses Mémoires,

Une existence longuement vécue en Extrême-Orient a fini par lui donner une ressemblance physique avec les Annamites. Ses yeux bridés qu'un sourire mystérieux étire souvent plus près encore des tempes, un teint kaki, ne sont pas les seuls phénomènes d'osmose qu'il doit aux Jaunes. Il a acquis un tour d'esprit compliqué, des réactions difficiles à comprendre, une astuce un peu tortueuse. <sup>7</sup>

Surtout, il incarne ces officiers brillants mais « balayés par la raison d'État gaullienne » pour avoir « mal mesuré les intérêts réellement en jeu » <sup>8</sup>. Il ne peut accepter que des soldats français continuent de tomber au combat, « morts pour rien », tandis que se prépare un référendum sur l'autodétermination en Algérie.

Le Katanga lui offre une opportunité en or. Le 13 janvier 1961, il rencontre à Nice Georges Thyssens, venu « en mission extraordinaire en Europe pour y recruter les cadres d'une armée nouvelle », et en compagnie du dénommé Bovagnet, qui n'est en réalité qu'un sous-officier de réserve et, surtout, un dangereux affabulateur. Le colonel accepte la proposition qui lui est faite, sous réserve d'un avis favorable du ministre des Armées, [Pierre Messmer](#), qui fut son subordonné au 3<sup>e</sup> régiment de parachutistes coloniaux <sup>9</sup>. Rendez-vous est pris deux jours plus tard, le 15 janvier 1961. « Il est évident que s'il avait marqué une opposition quelconque à ce projet, je serais retourné à Nice », commentera Roger Trinquier <sup>10</sup>. Or, ce dimanche-là, Messmer est « particulièrement intéressé [...] par les avantages que la France et la communauté pourraient en retirer ». « Je vais en parler au Conseil des ministres mercredi prochain [18 janvier], promet le ministre gaulliste à son visiteur. Revenez me voir jeudi, nous verrons ce que nous pourrons faire. Je pense qu'une bonne formule serait de vous détacher de l'armée pendant la durée de votre mission et de vous récupérer ensuite. »

### **« IL FAUT Y ALLER, MAIS CE SERA UN PEU PLUS DIFFICILE »**

La réunion de Matignon ne se déroule cependant pas comme prévu, comme le confie Messmer à Trinquier : « Il y a eu un petit ennui. Lorsque j'ai exposé votre projet, Maurice Couve de Murville a été furieux. C'est une question de politique étrangère, a-t-il dit, et ce n'est pas au ministre des Armées de prendre une telle décision. Et, a-t-il ajouté, les Belges sont déjà au courant et voient ce projet avec le

*plus grand déplaisir.* » Interloqué, Trinquier lui demande s'il faut y aller ou non. Messmer rétorque : « *Il faut y aller, mais ce sera un peu plus difficile, c'est tout.* »

Doux euphémisme ! Couve de Murville, ayant appris que l'on recrutait des officiers français pour le Katanga, dénonce auprès de Michel Debré le caractère tout à fait anormal de cette entreprise et met en garde contre les « *graves inconvénients politiques* » auxquels la France s'exposerait si elle soutenait de telles manigances : « *L'envoi, même à titre privé, d'officiers français dans les forces katangaises ne manquera pas d'être interprété sinon comme un pas vers la reconnaissance de facto du Katanga, du moins comme une approbation tacite de la politique menée par M. Tshombé.* » Exigeant que soit mis un terme à ce recrutement, Couve de Murville conclut : « *Je vous serais reconnaissant de m'indiquer si vous partagez ma manière de voir à ce sujet.* » <sup>11</sup>

Mais le diplomate est bien seul à s'émouvoir et se voit marginalisé. Roger Trinquier accepte de partir au Katanga en mission exploratoire. Candidé, il explique « *ignorer tout des problèmes du Congo belge* » et réclame de se voir adjoindre les services du capitaine Pierre Dabezies, directeur de cabinet du ministre des Armées, ex-lieutenant du GCMA et fin connaisseur de la guerre irrégulière. La réponse cingle : c'est non, comme le lui explique Messmer, « *le gouvernement français serait alors trop engagé. Il est préférable que vous y alliez seul. Vous serez libre de prendre ensuite la décision qui vous paraîtra la meilleure* ».

## **LE DOUBLE-JEU DE MOÏSE TSHOMBÉ**

Le colonel enrôle son ancien chauffeur du 3<sup>e</sup> RPC, Michel Rey, auquel viennent s'ajouter Thyssens, Bovagnet et un dénommé Jean-Paul Pradier, journaliste photographe à l'agence Delmas. Le départ est fixé au 25 janvier 1961. La veille, Pierre Messmer avertit Trinquier :

Il est possible que vous restiez au Katanga plus longtemps que la permission que je vous ai accordée et peut-être que vous soyez amené à prendre immédiatement les fonctions qui vous sont offertes. Il faut que vous puissiez décider sur place. Pour n'avoir aucun problème vis-à-vis de l'armée, établissez une demande de mise à la retraite. Votre situation sera nette, la mienne aussi. Je la conserverai dans mon tiroir. Si vous revenez, nous verrons la meilleure solution à prendre.

En coulisses, le gouvernement katangais prépare la venue de l'homme providentiel : le 12 janvier précédent, Moïse Tshombé a adressé une lettre lourde d'insinuations au roi des Belges, Baudouin. Il prévient que si les demandes d'assistance militaire ne sont pas satisfaites, il se verra « *contraint de chercher de l'aide ailleurs* », en l'occurrence en France. À condition, bien sûr, que les finances suivent. Le 18 janvier, Georges Thyssens fait le point à l'attention de Moïse Tshombé depuis l'hôtel Édouard-VII, à Paris : « *Conformément à vos instructions téléphoniques, tout a été préparé pour un départ des militaires qui vous intéressent demain ou après-demain.* » Il réclame « *d'urgence* » les fonds nécessaires pour « *les opérations de contact et de*

recrutement ». L'absence de tels moyens « aurait de très graves répercussions », étant donné « le risque énorme non seulement de perdre la face mais de jeter la méfiance parmi les gens disposés à nous aider ».



Moïse Tshombé, à Toulouse, en février 1963.  
© Archives municipales de Toulouse

L'argument porte. Le 25 janvier 1961, Roger Trinquier embarque pour Élisabethville, en compagnie de Thyssens, Rey, Pradier et Bovagnet. Les cinq hommes inaugurent l'escale d'Élisabethville sur la ligne UAT Paris-Johannesburg. À son arrivée, l'officier français est reçu par le ministre des Finances Kibwé. Un contrat est signé, qui assure une garantie de rémunération substantielle et alarme aussitôt le clan des conseillers belges de Tshombé. Ce dernier joue sur les deux tableaux : aux Belges, il assure que Trinquier est venu en simple mission d'information ; au Français, qu'il rencontre le 27 janvier 1961, il tient un discours autrement plus ambitieux et lui donne son feu vert pour assumer le commandement de la gendarmerie katangaise, constituer un état-major d'une quinzaine d'officiers français, en agissant avec doigté pour conserver les cadres belges. Le plan est adoubé par un dirigeant de l'UMHK, Henri Fortemps, lui aussi déterminé à muscler la défense du Katanga.

## **UN NID DE GUÊPES**

Ce pressing ne suffira pas : vent debout, les officiers belges refusent d'obéir à un Français et menacent de démissionner en bloc. Cette épée de Damoclès est exposée par Frédéric Vandewalle, conseiller militaire de Tshombé, à Roger

Trinquier, le 28 janvier, ainsi que la complexité du « grand jeu » congolais. Il « voyait pour la première fois » la carte du Katanga, persifle Vandewalle <sup>12</sup> .

Tombé dans un nid de guêpes, Roger Trinquier regagne la France le 31 janvier. Il espère encore obtenir de Bruxelles un blanc-seing, en plaidant de ses intentions purement personnelles, et aucunement synonymes de mainmise française sur l'appareil industriel katangais. Pourtant, la portée réelle de son engagement transparaît dans une lettre de Moïse Tshombé qu'il rapporte dans sa valise : conformément à un accord conclu verbalement le 27 janvier 1961, le Katanga lui confie « *le commandement supérieur des forces armées katangaises, en ce comprises les forces de police et les services de sécurité nationale* », ainsi que « *la conduite des opérations tant sur le plan militaire intérieur que sur le plan de la sécurité nationale* » et « *le plan militaire extérieur que nécessitera la défense de l'État du Katanga* ».

Pour assumer ces responsabilités, le futur commandant en chef de l'armée katangaise est autorisé à se « *faire accompagner d'un bloc d'une vingtaine d'officiers français de son choix* », et dont « *la haute spécialisation permettra la mise en place rapide du dispositif de défense intérieure et extérieure de l'État* ». La durée de l'engagement prévu est de cinq ans. Pour Thyssens et Kibwé, les véritables auteurs de la lettre, il va de soi que ces hommes seront des officiers recrutés dans les cadres actifs actuels de l'armée française.

## UN ENGRENAGE INFERNAL

Le gouvernement katangais, en outre, comprend parfaitement que, étant donné la situation politique internationale et la nécessité pour la France de garantir une attitude officielle de non-ingérence dans les affaires katangaises, ces officiers seront amenés à rompre le cours de leur carrière et à perdre les bénéfices qu'ils pourraient normalement en retirer, étant donné leur haute qualification.

Diverses indemnités sont donc prévues, pour le cas où l'équipée tournerait court : 3,5 millions de francs katangais <sup>13</sup> , dont 1,5 million placé sous forme de garantie bancaire et 2 autres millions libérables en fin de contrat, en plus des soldes mensuelles promises. Mais Roger Trinquier est-il en mesure d'assumer un tel mandat requérant doigté et discrétion ? Dans ses Mémoires, Pierre Messmer évoque la nécessité de « *mutations en métropole* » face à la gravité de la situation en Algérie. Et il conclut : « *Le colonel Trinquier demande l'autorisation de commander les troupes de Moïse Tshombé, au Katanga : je la lui accorde volontiers.* » <sup>14</sup>

Mais lorsque, quarante ans plus tard, la journaliste Marie-Monique Robin interroge un Pierre Messmer « *peu disert* » et lui demande si le Katanga était un moyen de se débarrasser d'officiers encombrants, il rétorque : « *Non, je ne pense pas.* » Et la journaliste d'insister : « *Sincèrement ?* » Dans son ouvrage, elle précise : « *Suit alors un long silence glacial qui ne sera interrompu que par ma question suivante* » <sup>15</sup> . Pion impulsif sur un échiquier géopolitique qu'il appréhende mal, Roger Trinquier ne sera jamais « récupéré » par l'armée française à la fin de sa mission katangaise, comme le lui promettait imprudemment Pierre Messmer. La France vient de mettre le doigt dans un engrenage infernal.

**Vous avez aimé cet article ?** Association à but non lucratif, *Afrique XXI* est un journal indépendant, en accès libre et sans publicité. Seul son lectorat lui permet d'exister. L'information de qualité a un coût, soutenez-nous (dons défiscalisables) :

FAIRE UN DON

---

## RÉMI CARAYOL

Journaliste. Il a fondé deux journaux dans l'archipel des Comores (*Kashkazi*, *Upanga*) avant de rejoindre la rédaction de... **(suite)**

---

## MAURIN PICARD

Journaliste. Auteur du livre-enquête *Ils ont tué Monsieur H*, paru au Seuil en 2019.

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Afrique XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

- <sup>1</sup> NDLA : Quadrillage en règle d'une ville insurgée par fichage de toute la population, rue par rue, quartier par quartier.
- <sup>2</sup> Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, La Table Ronde, 1960.
- <sup>3</sup> Rapport de Robert Massé à l'ambassadeur de France à Léopoldville, au sujet de l'affaire Trinquier, Élisabethville, 3 avril 1961.
- <sup>4</sup> NDLA : Godefroid Munongo, alors âgé de 35 ans, est un membre de la tribu des Bayéké, dont le fief se trouve à Jadotville (aujourd'hui Likasi, en RDC), et un descendant direct du terrible roi M'siri (1830-1891).
- <sup>5</sup> Romain Pasteger, *Le Visage des affreux. Les mercenaires du Katanga (1960-1964)*, Labor, 2005
- <sup>6</sup> NDLA : Mouvement fondé en 1949 et dissout en 1958. Jacques Sidos, né en 1928, fils d'un collaborateur et cadet du francisme sous Vichy, fut condamné à dix ans de travaux forcés et finalement libéré en 1948.
- <sup>7</sup> Cité dans Pierre Pellissier, *Massu*, Perrin, 2003.
- <sup>8</sup> Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX<sup>e</sup> siècle*, Perrin, 2018
- <sup>9</sup> NDLA : 3<sup>e</sup> RPC, qui deviendra le 3<sup>e</sup> RPIMA (régiment parachutiste d'infanterie de marine).
- <sup>10</sup> Roger Trinquier, *Le Temps perdu*, Albin Michel, 1978
- <sup>11</sup> Note du ministre des Affaires étrangères au Premier ministre sur le recrutement d'officiers français pour les forces katangaises, 21 janvier 1961.
- <sup>12</sup> Frédéric Vandewalle, *Une ténébreuse affaire, ou Roger Trinquier au Katanga*, Tam Tam Ommegang, 1979
- <sup>13</sup> NDLA : soit environ 350 000 nouveaux francs en 1961, ou 570 000 euros de 2021 (rapporté au taux d'inflation).
- <sup>14</sup> Pierre Messmer, *Après tant de batailles... Mémoires*, Albin Michel, 1992.
- <sup>15</sup> Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004